

« La forêt amazonienne brûlée par l'industrie de l'élevage »

Dans une tribune au « Monde », Elodie Vieille Blanchard et Frédéric Mesguich, de l'Association végétarienne de France, considèrent que nous sommes également responsables des incendies en Amazonie, car la viande que nous mangeons provient d'animaux nourris au soja produit au Brésil.

Tribune. Alors que, face aux incendies se déroulant en Amazonie, beaucoup déclarent sur les réseaux sociaux « prier pour l'Amazonie », nul doute qu'une action politique pourrait être plus efficace. L'augmentation actuelle de plus de 80 % du nombre de départs de feu par rapport à 2018 n'est pas un hasard. Depuis l'accès au pouvoir de Jair Bolsonaro, soutenu par un groupe parlementaire « buf, bible, et munitions », les propriétaires de ranchs et grands agriculteurs ont pu bénéficier d'un sentiment d'impunité.

La carte des départs de feu en Amazonie recoupe sans surprise les bordures entre forêt, champs mis en culture et surtout aires de reproduction des troupeaux de plus de 100 000 têtes. Le ministre finlandais des finances, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE, a annoncé sa volonté d'interdire l'importation de buf brésilien en Europe pour protester contre la politique de déforestation du gouvernement brésilien.

Emmanuel Macron, soutenu par son homologue Angela Merkel, s'est opposé dans ces conditions à l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur. Et ce serait une excellente chose s'il tenait parole. Car tant que nos pays seront les commanditaires des incendiaires, par nos importations de viande ou de soja destinés aux éle-

vages, nous serons coresponsables de ce qui arrive au Brésil.

Une trop grande dépendance au soja Comme l'a souligné l'ONG Greenpeace cet été dans son rapport Mordeue de viande L'Europe alimente la crise climatique par son addiction au soja : « Avec près de 33 millions de tonnes de soja [sous toutes ses formes] importées chaque année, l'Union européenne [UE] est le deuxième importateur mondial de soja, derrière la Chine. Cette dépendance est imputable à l'élevage industriel : 87 % du soja utilisé dans l'UE est destiné à l'alimentation animale. Si une partie de la production européenne de viande et de produits laitiers est exportée, la plupart restent dans nos frontières pour satisfaire notre appétit insatiable. En Europe de l'Ouest, une personne consomme en moyenne 85 kg de viande et 260 kg de lait [ou produits laitiers équivalents] chaque année soit plus du double de la moyenne mondiale. »

Les auteurs Hüssel Kroes et Barbara Kuepper, ayant cartographié la chaîne d'approvisionnement du soja en Europe, ont estimé l'impact de l'élevage intensif : sur ce soja destiné à fournir les élevages, 50 % sont dédiés aux élevages de poules, 24 % aux élevages de cochons et 23 % aux élevages bovins.

Selon la filière française du soja, la dépendance de nos élevages aux tourteaux importés est énorme :

nous importons 97 % des tourteaux consommés par le bétail. Or, d'après les statistiques commerciales de 2017, 61 % du soja importé par la France venait du Brésil. Si un moratoire a permis de freiner le commerce de soja provenant de zones forestières déboisées, les zones de culture de soja ont continué de s'étendre sur les zones de pâture, que les éleveurs locaux ont récupérées par ailleurs en déboisant.

Sacrifice de la planète au profit du commerce international

Si l'interdiction de l'import de buf brésilien doit être soutenue, elle doit aussi s'étendre au soja brésilien, tant que ses conditions de production entraîneront directement ou indirectement la déforestation et les incendies de la forêt amazonienne.

Et si nous voulons être moins dépendants des importations destinées à nourrir les élevages français, nous devons accepter qu'il ne soit pas possible de produire et consommer autant de viande, ufs et laitages sans avoir besoin de gigantesques champs de soja, de maïs ou d'autres céréales. En France, sans compter le maïs fourrage et les autres cultures destinées à alimenter notre bétail, 63 % des céréales que nous produisons pour l'alimentation sont consommées dans les élevages.

Si nous ne voulons plus dépendre des importations, il est illusoire de produire sur notre territoire l'ensemble de tout ce que consomment nos éle-

vages. Mettre en culture davantage de sols serait par ailleurs un problème, tant au niveau du rejet de carbone que cela implique que des dégâts que cela entraînerait sur la biodiversité.

Nous devons prendre conscience que nous continuerons d'être commandi-

taires de la destruction de l'environnement, et que nous n'aurons qu'une très faible marge de manuvre, tant que nous ne remettrons pas profondément en question notre consommation de produits animaux. Nous appelons donc le gouvernement français à agir fermement face à cette crise pour faire comprendre que nous

ne sacrifierons pas la planète au profit du commerce international. Mais à agir aussi plus durablement en encourageant la végétalisation de l'alimentation, en conformité avec les dernières recommandations de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation. ■

